

**ARRETE  
PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE  
DE STATIONNEMENT  
ALLÉE DES ECOLES  
N° ARPM-87/2019 T**

LA RAVOIRE, le 16 juin 2019

**Le Maire de la commune de LA RAVOIRE,**

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6,

**VU** l'article R 610-5 du code pénal,

**VU** le code de la route et notamment les articles R 411-25 et R 411-8,

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, quatrième partie, signalisation de prescription,

**VU** l'avis du Chef de service de Police Municipale,

**VU** la demande formulée par Monsieur Dominique VIALLET domicilié 10 allée des Écoles – 73490 LA RAVOIRE en date du 17 juin 2019,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prescrire toutes les mesures propres à assurer la sûreté et la commodité du passage sur les voies publiques à l'occasion d'un déménagement,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le Mercredi 10 juillet 2019, de 7 heures à 19 heures, un camion de déménagement de l'entreprise « Les Déménageurs Bretons » est autorisé à stationner **ALLÉE DES ECOLES**, au droit du n°10.

**Article 2** : Monsieur le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur, et dont l'ampliation sera envoyée au **Chef de service de Police Municipale**.

Le Maire,  
Pour le Maire et par délégation,



Joséphine KUDIN  
Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité  
publique et à la prévention

**Hôtel de ville**

Boîte Postale 72  
73491 La Ravoire cedex  
Tél. 04 79 72 52 00  
Fax. 04 79 72 74 84  
www.laravoire.com

**Destinataires :**

- Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de CHALLES LES EAUX,
- Le Responsable du Service Technique.

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun, Boîte postale 1135 – 38022 Grenoble Cedex) ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite du rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.